34, rue Villiers-de-l'Isle-Adam - 75020 Paris poid3800@gmail.com

POUR LE SOCIALISME, LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

4^{ème} CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE

Scrutin du 11 juin 2017



Yves
GERIN-MOMBRUN

Directeur d'école retraité

Suppléante,

Frédérique CREPEL

Professeur des écoles

Sont présentés par le POID à l'élection législative dans la 4^{ème} circonscription de l'Isère



Pour le POID, il s'agit de :

- > Rompre avec les institutions de la V^e République, "Coup d'état permanent" qui a fait passer la Loi Travail à coup de 49.3 et instaure l'état d'urgence permanent
- **Rompre avec l'Union Européenne**, fondée sur la "concurrence libre et non faussée" que nous avons majoritairement rejetée au Référendum de 2005

Les politiques d'austérité permanente ont déjà une réalité dans notre circonscription.

Revenir à la Sécurité Sociale de 1945!

Le soit disant trou de la sécurité sociale existe parce que les gouvernements successifs ont multiplié les exonérations des cotisations patronales (45 milliards par an). La démocratie exige de revenir aux principes qui ont été institués en 1945 : la prise en charge à 100% des soins et des médicaments, un accès libre pour tous aux soins médicaux et hospitaliers. Le POID combat pour l'abrogation de la loi Touraine et des lois Balladur, Fillon sur les retraites.

Restaurer la démocratie communale!

Les compétences des communes et du département sont aspirées par les intercommunalités forcées entrainant moins de démocratie de proximité, moins de services publics locaux mais davantage d'impôts.

Le POID combat pour l'abrogation des lois NOTRe et MAPAM, afin de défendre et restaurer des services publics de proximité dignes de ce nom : La Poste (rétablissement des bureaux de poste d'Allemond, Corps, Notre Dame de Vaux, Valbonnais, Le Freney d'Oisans...), Finances publiques (défense des Trésoreries de Corps, La Mure, Monestier de Clermont, Mens), Transports (défense de la ligne SNCF Grenoble-Veynes), Equipement...

Défendre l'Ecole Publique!

Le POID combat pour une école qui instruise dans toutes les communes. Dès aujourd'hui, contre les 7 fermetures de classes et 4 menaces de fermetures programmées pour la prochaine rentrée scolaire dans la circonscription. L'Ecole publique doit être la seule à être financée par des fonds publics : le POID combat pour l'abrogation de la loi

Debré (7 milliards d'euros détournés de fonds publics en

2016 au profit de l'enseignement privé).

Renationaliser les services Publics!

Les gouvernements successifs ont privatisé à tour de bras tous les services publics sous la tutelle de l'Union Européenne, tandis que les spéculateurs financiers se gavent sur le budget de l'Etat au nom du « service de la dette » ! Ces mêmes services publics, bâtis par nos aînés, sont en voie de disparition si le peuple n'y met pas rapidement bon ordre. Le POID combat pour la renationalisation de tous les services publics, à commencer par la Poste, la SNCF, EDF-GDF, les autoroutes, le service de l'eau. Il combat pour mettre fin à la dictature financière des spéculateurs de la dette publique, pour la nationalisation des banques.

Rendre la parole au peuple dans une Assemblée Constituante

Les candidats du POID estiment qu'il n'y a qu'un moyen de bloquer la marche vers la décomposition et le chaos : le peuple doit être souverain et mandater ses délégués dans une assemblée constituante souveraine.

Seule une telle Assemblée, qui n'aura au-dessus d'elle ni pouvoir supranational, ni monarque présidentiel, peut ouvrir la voie à un gouvernement ouvrier. Sous le contrôle de cette assemblée élue et révocable un tel gouvernement pourra prendre les mesures d'urgence, pour la sauvegarde de la population laborieuse.

Nos bulletins de vote seront disponibles dans les bureaux de vote.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 11 JUIN 2017 - 4 EME CIRCONSCRIPTION DE L'ISÈRE

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

- Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne:
- bloquera les licenciements;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées;
- réouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste, et tous les services publics fermés;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc...
- À la V^e République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de délégués élus mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.
- À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples) et des directives et des traités.

- À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.
- À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI).
- À la coalition des exploiteurs, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.
- À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes avec leurs propres organisations sur leur propre terrain pour défendre leurs droits et leurs garanties.
- À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous!



